Par son ampleur et le nombre de morts, le puissant séisme qui a dévasté Haïti touche à juste titre l'opinion publique mondiale. Les victimes se comptent par dizaines de milliers et une bonne partie des infrastructures du pays est détruite.

Mais la « nature » n'est pas seule responsable d'une telle catastrophe, du moins par l'ampleur de ses conséquences. Le nombre des morts et des blessés élevés s'explique aussi et surtout par l'état de pauvreté extrême que connaît ce pays, dont les services de secours et de santé sont exsangues ou quasiment inexistants dans certaines zones.

Or, si un tremblement de terre est, à priori, un phénomène naturel plus ou moins imprévisible, la pauvreté, elle, ne l'est pas. Elle est le résultat direct de choix conscients, de politiques menées sciemment par les classes possédantes, par les puissances impérialistes et leurs organismes internationaux.

Avec près de 90% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain. A l'échelle mondiale, il est classé 146e sur 179 par l'Indice de développement humain élaboré par le PNUD (Programme des nations unies pour le développement). Depuis des décennies, le peuple haïtien est le jouet des machinations et de l'exploitation néo-coloniales menées par les puissances impérialistes, la France et les Etats-Unis en premier lieu. Ces puissances n'ont pas cessé, à tour de rôle, de placer et de soutenir des régimes à leur solde - comme la dictature des Duvalier de 1957 à 1986 ou avec le coup d'Etat de 2004 - qui ont spolié les richesses et la population du pays pour le seul bénéfice des multinationales capitalistes.

Les politiques néolibérales imposées par des institutions telles que la Banque mondiale ou le FMI ont mis à genoux l'agriculture locale, forçant des dizaines de milliers de paysans à s'entasser dans des logements précaires dans les villes. Le tremblement de terre a rasé des quartiers entiers de ces bidonvilles.

Ces politiques néolibérales ont réduits les salaires et démantelé les services sociaux, en premier lieu le secteur de la santé. Il y a quelques mois à peine, le gouvernement de René Préval, avait brutalement réprimé - avec l'aide des soldats de l'ONU - un mouvement social exigeant une augmentation des salaires dans le secteur de la santé de 1,7 à 5 dollars par jour. Le taux de mortalité infantile est de 80 pour 1000 naissances. Avant le séisme, plus de 40% de la population n'avait pas accès aux soins de santé et, parmi les femmes, ce taux s'élève à 60%.

La LCR exprime toute sa solidarité avec le peuple haïtien, qui subi aujourd'hui une tragédie supplémentaire après toutes celles générées par l'impérialisme. Nous appelons tous les travailleurs/euses et leurs organisations syndicales à apporter leur soutien à leurs frères haïtiens.

Mais il faut également dénoncer sans retenue un système et ses responsables qui ont plongé ce pays dans l'extrême misère et ainsi démultiplié le nombre des victimes. Car, dès que l'attention médiatique sera retombée, le peuple haïtien continuera à subir les conséquences de la catastrophe et la continuité des mêmes politiques qui le maintiennent dans la pauvreté.

L'aide au peuple haïtien passe bien sûr par un soutien matériel immédiat, mais elle ne peut être réellement efficace que si elle s'accompagne de l'exigence envers nos gouvernements d'une annulation inconditionnelle de la dette d'Haïti; de la rétrocession à son peuple des biens spoliés par les dictateurs – qui reposent dans les banques suisses et autres paradis fiscaux ! - et par le

payement de réparations de la part des puissances impérialistes. Ces fonds doivent être directement et démocratiquement gérés par la population haïtienne elle-même, au travers de ses organisations sociales, communautaires et syndicales.

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)

13 janvier 2010